

quand il se présentera devant le comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il ne s'agit guère en l'occurrence d'un rappel au Règlement. Si l'honorable député veut poser une question, ce qu'il aurait dû vraisemblablement faire durant la période des questions, il peut le faire maintenant pourvu que la Chambre y consente.

Des voix: Non, non.

M. l'Orateur: L'honorable député conviendra qu'il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Passons à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

TRAVAUX DES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—DÉFAUT DU GOUVERNEMENT D'APPLIQUER LES PROPOSITIONS MONÉTAIRES DU CRÉDIT SOCIAL

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse) propose:

Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru bon d'appliquer les propositions monétaires du Crédit social.

—Monsieur l'Orateur, c'est avec infiniment de plaisir que j'ai l'honneur de présenter la motion de blâme du Ralliement créditiste dont la Chambre vient de prendre connaissance, et qui se lit comme il suit:

Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru bon d'appliquer les propositions monétaires du Crédit social.

En présentant cette motion, nous n'avons pas l'intention et nous ne croyons pas faire perdre le temps de la Chambre parce que, justement, celle-ci n'a pas eu, au cours de cette session, ni au cours des sessions précédentes, à étudier des projets de loi susceptibles de mettre fin au désordre économique et financier actuel.

Malheureusement, le gouvernement n'a pas voulu sortir des sentiers battus, et il préféré s'en remettre à la politique traditionnelle, qui ne donne aucun résultat.

Le gouvernement s'est contenté de présenter des mesures qui, jusqu'ici, n'ont donné aucun résultat, nulle part dans le monde. Si la situation économique est tellement embrouillée, au Canada, présentement, c'est à cause de l'inflation; si le chômage existe, ce n'est certainement pas la faute du Ralliement créditiste, ce n'est pas parce que les propositions monétaires du Crédit social ont été mises en pratique. Au contraire, la politique orthodoxe démontre encore une fois sa faillite. Nous revenons encore à la charge, parce que nous voulons éveiller les ministériels et les députés des autres partis à la politique que nous préconisons et aux moyens que nous utiliserions, si nous siégeons à la place du gouvernement actuel.

Avant d'entrer dans le vif de mon sujet, de démontrer la faillite de la politique du gouvernement et d'exposer les raisons de cette faillite, je veux relever les commentaires de ceux qui prétendent que le Crédit social a été condamné d'avance, qu'il a été jugé, et que les économistes se contentent de lui accorder une attention distraite. C'est justement ce qui arrive, monsieur l'Orateur, le

Crédit social est jugé et condamné d'avance. On n'écoute que très distraitement ceux qui exposent la politique créditiste. Voilà la vérité.

A propos du jugement des économistes, voici ce que dit l'un d'entre eux, M. Hutchison, professeur d'économie politique à l'Université de Birmingham, dans un livre publié à Londres en 1964.

Il s'agit d'une étude sur le rôle des jugements de valeur que portent les économistes, et sur le parti pris dont ils font preuve dans leurs jugements, soit à cause des idéologies qu'ils ont embrassées, de leurs engagements politiques ou sociaux, des sélections de faits biaisés, d'hypothèses non vérifiées et, finalement, à cause de leurs divergences quant aux moyens pour atteindre les fins. Je cite M. Hutchison:

Si la science va en ligne droite, (la véritable science) la science économique va en spirale. Dans les sciences véritables, les nouvelles découvertes enrichissent le savoir, les connaissances. Quand de nouvelles vérités sont mises à jour, les erreurs passées sont rejetées dans l'oubli. Mais en économie, nous tournons en rond: chaque génération redécouvre de vieilles erreurs au même rythme qu'elle absorbe les vérités nouvelles. La raison se trouve peut-être, non pas dans la science économique elle-même, mais chez les économistes eux-mêmes. Dans notre jeunesse, nous, les économistes, nous adoptons des positions théoriques et nous passons le reste de notre vie à faire une sélection de faits qui les confirment.

Voilà ce que dit un économiste contemporain à propos de cette prétendue science économique. Ce sont des gens qui ont des préjugés, qui ont l'esprit biaisé et qui passent leur temps à faire une sélection de certains faits, tout en cachant les autres, en vue de sauvegarder leur statut dans les universités, afin d'obtenir leur diplôme et maintenir ainsi leur propre prestige.

Cette parenthèse faite, j'en reviens à la motion que j'ai lue tout à l'heure pour démontrer que les propositions monétaires du Crédit social apportent des solutions satisfaisantes aux problèmes de l'économie canadienne.

Or, quels sont ces problèmes? Si l'on en juge par les mines déconfitées des ministériels, ils ont de nombreux problèmes, mais ne possèdent pas de solution. Voilà ce qui les chagrine, voilà ce qui les attriste, voilà ce qui leur donne des visages qui n'ont rien de réjouissant.

Évidemment, nous n'allons pas énumérer tous ces problèmes. Ce serait trop long, trop fastidieux, et je ne veux nullement tourner le fer dans la plaie. Mais, tout de même, certains semblent plus sérieux que d'autres, réclament une attention particulière et obligent même le gouvernement à effectuer des recherches, à demander des conseils et à rechercher des avis, comme le disait l'autre jour l'honorable ministre des Finances (M. Benson) à propos de son Livre blanc sur la fiscalité.

• (3.30 p.m.)

Il faut d'abord faire face aux problèmes de l'inflation et de la hausse des prix. De l'avis du gouvernement, il n'y aurait plus d'inflation, mais il s'agit maintenant de relancer l'économie. Pourtant, ce n'est pas du tout l'avis du président du Conseil économique du Canada, qui prétend que l'inflation sévit encore, et qui blâme le gouvernement pour ses tentatives de relâcher l'économie par les moyens dont il dispose. Ce n'est pas non plus l'avis des fonctionnaires du Bureau fédéral de la statistique, qui viennent de révéler qu'en février 1971 la hausse des prix n'a pas cessé, et l'indice global des prix à la consommation a fait un bond de .5, en février 1971.